

Aux problèmes régionaux, des solutions régionales? Les récentes manifestations en RDC mettent en lumière les défis liés aux opérations de paix régionales

Par [Stephanie Jansch](#), traduction de Pierre Tonye Likeng, [version originale](#).

Seulement trois mois après le déploiement de ses premiers contingents militaires, la Force de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est en République Démocratique du Congo se trouve vivement contestée par les activistes congolais et une partie de la population congolaise. Les manifestations observées dans les villes de Kinshasa, Goma et Bukavu montrent clairement que les initiatives militaires régionales, loin d'être une panacée aux défis multidimensionnels qui se posent en matière de sécurité, risquent en réalité de rendre plus complexes les problèmes actuels ainsi que la dynamique des conflits.

«Depuis leur arrivée, rien n'a été fait. Ils sont incapables de mettre fin à la guerre. C'est pourquoi nous les manifestants demandons qu'ils plient bagage.» Ces propos ont été recueillis auprès d'Emmanuel Ndimwiza Murhonyi, l'un des activistes ayant participé aux manifestations de Bukavu contre l'opération de paix déployée par la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est (EAC) dans l'Est de la RDC. Seulement quelques jours plus tard, des manifestations similaires ont dégénéré en violences à Goma, capitale du Nord-Kivu.

Les manifestations contre les missions internationales de maintien de la paix en RDC

Les récentes manifestations sont loin d'être les premières contre une opération internationale de maintien de la paix en RDC. En effet, le mouvement de protestation contre la mission onusienne en cours et connue sous le nom de "MONUSCO" ne date pas d'hier. En 1999, la mission, qui opérait alors sous l'appellation MONUC, fut mandatée par le Conseil de sécurité de l'ONU pour observer la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka visant à mettre fin à la deuxième guerre du Congo. Malheureusement, cet objectif ne fut pas atteint. Bien au contraire, Laurent Nkunda conquiert 5 ans plus tard et dans la violence la ville de Bukavu dans le Sud-Kivu. En réaction à cette occupation, les étudiants organisèrent des manifestations à Kinshasa la capitale, pour dénoncer l'incapacité de la MONUC à empêcher les atrocités commises par les forces de Nkunda. Depuis lors, la MONUSCO a adopté une approche plus rigoureuse et militarisée, axée sur la stabilisation et la protection des civils.

Si l'action de la MONUSCO s'est révélée efficace dans certaines régions comme la [province du Tanganyika](#), la situation sécuritaire reste globalement fragile dans l'est du pays. Comme l'indiquent les données du [Kivu Security Tracker](#), le degré de violence s'est accentué en Ituri, ainsi qu'au Nord et au Sud-Kivu. Le [Groupe d'experts des Nations Unies](#) a récemment souligné que la RDC était « touchée par des épisodes d'intense violence ». Au Nord-Kivu et en Ituri notamment, « la situation sécuritaire et humanitaire (...) s'est nettement dégradée » face à des groupes violents tels que les Forces démocratiques alliées (ADF). Récemment, le mouvement du 23 mars (également appelé M23), groupe armé créé en 2012 et qui bénéficierait de l'appui du Rwanda (pays voisin de la RDC), a refait surface, exacerbant une situation déjà tendue. Après la signature d'un accord de paix avec le gouvernement congolais en 2013, le M23 est resté quasiment inactif jusqu'à la fin de l'année 2021. Mais il y a quelques mois, une nouvelle offensive a été lancée dans le but de pousser le gouvernement congolais à respecter les accords de 2013. En outre, le Mouvement prétend défendre les Tutsis congolais contre la discrimination. Toutefois, au-delà de cette rhétorique, le groupe a commis de nombreuses atrocités contre les civils congolais sur le terrain, chose qui aggrave souvent la condition de ceux qu'il prétend protéger. À Kishishe et Bambo dans le Nord Kivu seulement, le M23 a tué au moins [171 personnes](#) lors d'un massacre en novembre 2022. Selon Thomas Fessy de Human Rights Watch, les rebelles du

M23 « [laissent dans leur sillage une série croissante de crimes de guerre contre les civils](#) », une situation qui perdure jusqu'à ce jour.

Le déploiement controversé de la force est-africaine

Afin de résoudre ces défis sécuritaires, les États de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) ont convenu de déployer une force dans l'est de la RDC, baptisée EACF. Compte tenu de l'histoire complexe des relations entre la RDC et le Rwanda mais également des tensions grandissantes entre les deux pays, le Président Félix Tshisekedi a d'emblée fait savoir qu'un déploiement de troupes rwandaises dans l'est de la RDC n'était pas envisageable. Par conséquent, la force est-africaine est censée comprendre jusqu'à 12.000 soldats du Kenya, du Burundi, du Sud-Soudan et de l'Ouganda. Fait marquant, sur les 12.000 soldats attendus, [seules les troupes Kenyanes](#) sont présentes dans l'est du Congo à l'heure actuelle (cet article a été publié en février 2023).

Cette situation n'implique cependant pas que les autres acteurs régionaux soient restés inactifs. Il est d'ailleurs intéressant de relever que l'armée ougandaise (UPDF) déployée en RDC depuis 2021, a soutenu l'armée congolaise (FARDC) dans sa lutte contre les ADF coupables d'atrocités dans le Nord-Kivu, près de la frontière ougandaise. De même, [des opérations seraient menées](#) par les troupes burundaises en RDC depuis décembre 2021. Ces opérations, qui n'ont jamais fait l'objet d'une confirmation officielle, auraient pour cible l'insurrection RED-Tabara, un groupe armé opposé au gouvernement burundais. Ainsi, la nouvelle force de combat est-africaine « [viendrait principalement renforcer les équipes déjà déployées en RDC ces derniers mois, poursuivant chacune une mission spécifique](#) ». Le déploiement de cette force militaire a été officiellement salué par la RDC, membre de l'EAC depuis 2022. En effet, le président Tshisekedi espérait qu'au terme des négociations de paix tenues avec les acteurs de la sous-région, un tel déploiement « [aiderait le pays à se redresser et à se mettre sur le chemin de la croissance économique et sociale](#) », permettant ainsi à la RDC de « [briller à la face du monde](#) ».

Néanmoins, loin du siège du gouvernement congolais à Kinshasa, les habitants de la partie est du pays se sont montrés plutôt sceptiques dès le début. Le niveau de méfiance des Congolais à l'égard des acteurs de la sous-région est élevé, une situation rendue compréhensible par le fait que « [plusieurs États voisins ont à maintes reprises et délibérément porté atteinte à la stabilité de l'est de la RDC en y soutenant des milices alliées et en exploitant les immenses ressources naturelles dont elle regorge](#) ». C'est le cas du Rwanda, [dont le soutien actif au M23 est de plus en plus prouvé](#). En outre, selon certaines rumeurs, les troupes ougandaises se tenaient prêtes à intervenir lorsque le M23 s'est emparé de la ville frontalière de Bunagana en juin 2022. Dans un tel contexte, il n'est pas surprenant qu'au lendemain de la création d'une force régionale par l'EAC, [des milliers de personnes aient défilé](#) dans les rues de Kinshasa pour protester contre cette décision. Le mouvement citoyen "Lutte pour le Changement"(LUCHA) a déclaré inacceptable toute éventuelle participation du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi « [impliqués depuis plus de deux décennies dans la déstabilisation](#) » de l'est de la RDC. Néanmoins, malgré ces préoccupations, les premières troupes kényanes déployées sous l'égide de l'EACF ont fait leur arrivée sur le sol congolais depuis novembre 2022.

Même si les dirigeants de la sous-région [ne cessent de souligner que](#) la stabilisation de la RDC constitue l'une de leurs principales priorités, leur crédibilité reste mise en doute par plusieurs citoyens. Ces derniers se demandent tantôt si l'EAC est réellement engagée en faveur de la RDC, et tantôt si certains dirigeants de la sous-région poursuivent uniquement leurs propres intérêts au détriment du peuple congolais. D'après une [récente analyse](#) de l'*Insecurity Insight*, près de 89% des utilisateurs de réseaux sociaux au Nord et au Sud-Kivu ont une opinion négative de l'EAC et sa force militaire. Curieusement, le même rapport indique que les internautes tenant un discours plutôt positif sur l'EACF « [se sont déjà montrés favorables au M23 soit dans un même post ou commentaire, soit ailleurs sur leur compte](#) ». Un grand nombre de Congolais estimerait que l'EACF, ainsi que le processus politique ayant abouti à sa création, ne constitue rien d'autre qu'une « [arnaque politico-militaire](#) » dont le dessein est de déstabiliser davantage le pays. À en croire les critiques de cette force, plusieurs dirigeants politiques n'ont

« [aucun intérêt manifeste à voler au secours de la RDC](#) », puisqu'ils bénéficient des retombées économiques de son instabilité. En particulier, le fait que les forces régionales soient autorisées à prendre temporairement le contrôle d'un territoire qu'elles ont repris aux mains du M23 est perçu comme une menace pour la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RDC. Pour préserver cette souveraineté, l'activiste Congolais [Bienvenu Matumo a récemment déclaré](#) que la RDC devrait au plus vite se retirer de l'EAC. D'une manière générale, de nombreux Congolais rejettent la création des zones dites tampon dans la zone, car y voyant « [la preuve non seulement d'une complicité entre l'EAC et le M23](#) », mais aussi de l'incapacité du président Tshisekedi à « [prendre les mesures attendues](#) » pour défendre les intérêts de son pays face aux pressions sous régionales.

Quand les manifestations débouchent sur des violences ciblées

Compte tenu des tensions actuelles, il n'est pas surprenant que la RDC ait récemment été le théâtre de nombreuses manifestations contre l'EACF. Le 18 janvier, à peine deux mois après l'arrivée des premières troupes kényanes, [les populations ont commencé à protester](#) à Goma. Dans un contexte marqué par la persistance des actes violents du M23, elles reprochaient à l'EACF sa passivité, tout en lui demandant de « [plier bagage ou d'aller au front contre l'ennemi](#) ». Des centaines de personnes ont participé à cette marche, malgré l'interdiction des autorités locales. Selon les [médias régionaux](#), les manifestants et les journalistes qui couvraient l'évènement ont fait l'objet d'une forte répression de la part de la police congolaise.

Malgré tout cela, des activités de protestation similaires se sont poursuivies à Goma et à Bukavu et malheureusement, l'intensification des manifestations a engendré d'autres violences. Le 6 février, des [centaines d'autres Congolais](#) ont défilé à Goma, exigeant le départ des forces de l'EAC. Dans certains quartiers, ils ont barricadé les routes à l'aide de grosses pierres et demandé aux commerçants de cesser leurs activités pour se joindre à la manifestation. Le 7 février notamment, des vidéos ont circulé sur la toile, montrant des actes de pillage de propriétés privées et la [destruction d'une église](#) appartenant à la communauté Banyamulenge. Le Bureau des Nations Unies pour les droits de l'homme en RDC a confirmé que des magasins et lieux de culte avaient été ciblés « [en raison de l'identité de leurs propriétaires](#) ». Pour [L'association Mahora Peace](#), une organisation Banyamulenge basée à New York, ces violences ciblées montrent une fois de plus à quel point les manifestations contre la force régionale est-africaine peuvent se transformer en violences contre les Tutsi congolais accusés de soutenir le M23 (pour en savoir plus, cliquez [ici](#)). Selon cette association, la montée du sentiment anti-EACF est fortement liée à « [l'augmentation des discours de haine, des arrestations ciblées, des persécutions et des massacres contre les Tutsi congolais](#) ». La LUCHA, dont les membres [ont été à plusieurs reprises accusés](#) de répandre la haine contre les Tutsi congolais, a condamné ces émeutes dans une [déclaration officielle](#). Tout en rejetant toute forme de violence, le mouvement citoyen a appelé à la fin de la discrimination à l'égard des Tutsis congolais pour le bien de l'unité nationale, et exigé qu'une enquête approfondie soit menée sur les incidents survenus les 6 et 7 février.

Peut-on espérer un retour à la paix dans la sous-région ?

Pour l'instant, la situation semble s'être calmée à Goma. Toutefois, on est tenté de se demander s'il s'agit simplement d'une accalmie précédant la prochaine grosse tempête. Alors que l'Union africaine prône la recherche de « solutions africaines aux problèmes africains » et que l'ONU salue les initiatives régionales visant à assumer la responsabilité des questions de sécurité (en vertu du principe de subsidiarité), la force régionale de l'EAC est manifestement confrontée à de graves difficultés. Il est évident qu'un contexte aussi complexe que celui de la RDC exige, entre autres mesures, une approche régionale concertée reflétant les complexités historiques de la région des Grands Lacs. Si de nombreuses forces onusiennes souffrent d'être perçues comme des envahisseurs étrangers ignorant complètement les dynamiques régionales et locales à l'œuvre dans les conflits, une approche régionale pourrait être en mesure de gérer ces complexités de manière plus efficace. Des voix optimistes affirment qu'un succès de la communauté est-africaine dans la stabilisation de la partie est du Congo « [changerait la donne à](#)

l'échelle du continent». Pour plusieurs observateurs externes et peut-être plus modestes, cette opération constitue pour le moins «un test permettant d'évaluer la capacité de l'EAC à combattre la violence dans la sous-région».

En s'appuyant sur ses nombreux échecs militaires et sur les récentes manifestations organisées contre sa force, l'on peut néanmoins se demander si l'EAC sera en mesure de réussir ce test à long terme. En effet, l'actualité récente de la RDC révèle le « côté sombre » du déploiement des forces régionales. Dr. Felix Ndahinda, universitaire congolais, estime que l'avènement d'une paix durable en RDC nécessite une démarche intégrée, des efforts concertés ainsi qu'une «réelle volonté des responsables politiques de résoudre les problèmes». Mais l'on pourrait se demander quand certains des acteurs concernés commenceront à développer cette volonté politique. Même s'il arrive, dans d'autres contextes, que des pays voisins éprouvent un intérêt particulier à soutenir la paix et la stabilité, cela ne semble pas être le cas pour la RDC. Du moment où certains acteurs régionaux sont peu motivés à l'effort de paix sur un plan politique et économique alors qu'ils bénéficient en réalité de l'instabilité d'un pays, il y a de fortes chances qu'ils «continuent d'agir en fonction de leurs agendas» au lieu de rechercher la paix.

Des initiatives émanant de la société civile, à l'instar du Festival Amani de Bukavu (*Amani signifie "paix" en swahili*), démontrent clairement que le rêve d'une paix et d'une coopération régionale reste vivant. Cependant, dans la poursuite de leurs intérêts particuliers, certaines élites politiques régionales pourraient provoquer une situation dont les observateurs et décideurs politiques devraient se préoccuper si, en fin de compte, cette force régionale ne cause pas plus de mal que de bien au peuple congolais. En effet, certaines analystes alertent l'opinion sur l'hypothèse que le déploiement de l'EACF conduise à une recrudescence des violations des droits de l'homme, vu qu'elle est dotée d'un mandat purement offensif sans volet consacré à la protection des civils. Le respect des principes de l'état de droit représente donc le strict minimum que les Congolais attendent de toute autre force extérieure prétendant promouvoir la paix et la stabilité dans leur pays.



Stephanie Jansch est doctorante à la Graduate School "Democratising Security in Turbulent Times" à Hambourg (Allemagne). Ses travaux portent sur les manifestations et les pratiques de résistance contre les opérations de paix des Nations unies.